



Elu-e-s régionaux Europe Ecologie
Conseil Régional Midi-Pyrénées

Assemblée plénière

Jeudi 18 décembre 2014

Budget primitif 2015 Intervention de Guillaume CROS

Monsieur le Président,

Cher-es collègues,

Nous nous associons, Monsieur le Président, à l'hommage que vous venez de rendre aux victimes du drame de Peshawar.

Nous le savons, la baisse drastique des dotations, sans véritable bouclier fiscal, nous oblige à faire des choix. Mais nous ne sommes pas condamnés à l'austérité. Justement, en période de crise c'est l'audace qui doit prévaloir, c'est la responsabilité qui doit nous guider. Audace et responsabilité qui, dans nos budgets, ne passe pas automatiquement par la recherche effrénée et systématique de l'économie à tout prix, sur tous les postes, sur toutes les lignes. L'audace et la responsabilité c'est d'investir, même en fonctionnement, sur ce qui crée des emplois non délocalisables, sur ce qui contraint les dérèglements climatiques et ses catastrophes humanitaires, sur ce qui permet de mettre en harmonie le développement humain et le vivre ensemble. Chaque euro investi dans la transition écologique, que ce soit en fonctionnement ou en investissement, permet de créer de la richesse, de l'innovation, des emplois en préservent les générations futures et la planète. L'enjeu est grand.

Alors c'est évident, nous considérons que le budget qui nous est proposé aujourd'hui est loin de la vision que je viens de vous brosser à l'instant.

Nous l'avons dit, le budget tient compte effectivement d'un « contexte économique » mais nous en sommes convaincu, il doit pouvoir aller plus loin pour répondre aux urgences sociale et environnementale. Alors vous me direz qu'il y a les contraintes qui nous sont imposées pour la réduction des dépenses publiques dictée par le pacte de Stabilité et de croissance, qui impose aux Etats de la zone euro d'avoir à terme des budgets proches de l'équilibre voire excédentaires. Nous serions donc contraints à faire toujours plus d'efforts structurels, toujours plus de rigueur...

Le budget qui nous est proposé tente d'utiliser des ressorts permettant de limiter les dégâts d'une politique d'austérité pure et dure et c'est une bonne chose et nous nous félicitons des mesures que nous avons soutenu pour le développement de l'ESS, l'économie circulaire, l'occitan, l'accessibilité et la rénovation énergétique des bâtiments communaux ou encore l'éducation à l'environnement.

Mais il devrait, de fait de la bonne gestion passée (beaucoup de collectivités nous envient notre capacité d'autofinancement) apporter des réponses plus offensives et bénéfiques pour toutes et tous en créant des richesses à faible impact écologique. C'est le sens des amendements que nous avons déposés.

L'économiste australien Steve Keen dans son récent ouvrage L'imposture économique, dénonce que le retour à des politiques d'austérité et de désengagement de l'Etat ont marqué le retour en force de raisonnements néoclassiques libéraux qui avaient mené à la crise, une fois le choc de la crise financière passé et les institutions financières sauvées. Les Plans de rigueur gouvernementaux ne sont pas une nouveauté et se sont succédés tout au long de la Ve République. On sait où mènent les politiques d'austérité. Steve Keen ose préconiser, y compris et particulièrement en période de crise, le recours à l'endettement pour financer la transition écologique et pour la réussir. Nous pensons donc que d'autres politiques sont possibles...

L'urgence écologique, voilà ce qui doit être au cœur de nos réflexions. La 20e Conférence de l'ONU sur le climat vient de se clore à Lima. L'accord, péniblement conclu in extremis et a minima, a envoyé un mauvais signal pour la Conférence de Paris qui se tiendra en France l'an prochain. Les Etats-Unis ont fait un pas, en admettant la nécessité d'une action contre les causes et les effets du changement climatique, mais tout ceci est encore trop timide. Combustion du pétrole et du gaz, déforestation, agriculture intensive, les Gaz à Effet de Serre atteignent des niveaux record ! l'année 2014 est l'année la plus chaude en France depuis 1900. Il y a donc urgence absolue pour ne plus prendre des décisions contradictoires comme sur l'autoroute et l'agriculture.

Quant à la question de l'eau, elle est à l'échelle de l'humanité un des grands enjeux de notre siècle. La France ne s'est pas particulièrement illustrée dans l'affaire du barrage de Sivens : tout récemment, la Commission Européenne a ouvert une procédure d'infraction contre notre pays pour non-respect de la directive cadre sur l'eau. Cette décision souligne la nécessité de réformer les procédures d'utilité publique en France et de repenser la nécessaire prise en compte de la mobilisation citoyenne. Sur ce dossier, nous devons tout faire pour apaiser et sortir par le haut.

Nous saluons votre annonce, Monsieur le Président, de créer une commission spéciale en charge de la révision du SDAGE et nous espérons que vous nomerez très prochainement le/la Vice-Président-e qui présidera cette commission.

La responsabilité de notre Région, amenée à fusionner demain avec nos voisins du Languedoc-Roussillon, est grande : construire un budget à la hauteur des ambitions politiques que l'on porte, et se doter des outils qui rendront nos investissements efficaces économiquement, socialement et d'un point de vue environnemental. Je regrette qu'il nous soit proposé de laisser inchangé le tarif régional de la carte grise ; une augmentation d'un ou de deux euros du cheval fiscal serait une mesure indolore pour le budget des ménages et permettrait des marges de manœuvre pour financer, par exemple, les emplois associatifs à la hauteur des enjeux. Nous proposerons un amendement dans ce sens.

D'ailleurs, à quand une vraie fiscalité écologique à un moment où même l'écotaxe a été totalement abandonnée ? Une fiscalité écologique juste et équitable, créatrice d'emploi locaux, au service des citoyens. LA réforme territoriale aurait pu être le moment pour mettre en place cette nouvelle fiscalité... Mais sur ce point aussi le coche a été loupé ! Rien n'est aboutit dans cette réforme. Pas de vraie clarification des compétences, pas de fiscalité, un empilement institutionnel qui va même se complexifier... encore une occasion ratée, une de plus ! Cette réforme ne va voir que la fusion des Régions qui aurait pu être pertinente (les écolos sont pour) mais sans moyen, sans clarification, sans levier fiscal, sans courage politique permettant la disparition des conseils généraux... cette réforme qui devait être un formidable souffle démocratique va se réduire à un filet d'air !

Pour faire face aux défis écologiques et sociaux, notre Région a un atout de taille : elle a fait preuve depuis des années d'une solide gestion financière et dispose d'une capacité d'investissement élevée. Les marges de manœuvre existent : redéploiement des politiques existantes, possibilité d'une taxation sur l'automobile selon leur puissance, je l'ai dit, recours raisonnable à l'emprunt... Des mesures fiscales peuvent être prises : à ce titre, je m'adresse à vous qui êtes Président de la commission budget de l'ARF et interlocuteur avec l'Etat sur les aspects budgétaires. Les transferts successifs de compétences ont engendré une illisibilité flagrante notamment avec les derniers transferts compensés par des bouts de TICPE ; ne pourriez-vous pas, dans vos échanges pour la mise en place de nouvelles compétences, suggérer de revoir les mécanismes d'attribution des recettes afin qu'il soient bien plus clairs ? Enfin, la forte baisse des produits pétroliers devrait être l'occasion de mettre en place une TICPE flottante permettant d'encaisser de nouvelles recettes réduisant ainsi le déficit budgétaire et maintenant une pression préventive face à la fuite en avant de l'usage des véhicules à moteurs diesel pollués.

Voilà quelques pistes.

A ce même stade de mon intervention je voudrais revenir sur ce que nous considérons comme une aberration économique : la privatisation de l'aéroport Toulouse Blagnac. Cette privatisation hypothèque l'avenir, discrédite le rôle de l'Etat et des collectivités. Rappelons-nous les autoroutes. L'aéroport Toulouse Blagnac doit rester sous maîtrise publique. Cette privatisation n'est pas acceptable.

Je reviens au budget primitif 2015. Vous avez su, Monsieur le Président, prendre en compte certaines des propositions d'Europe Ecologie. Mais certains seulement, et c'est pourquoi nous présentons plusieurs amendements destinés à solliciter le débat et à orienter davantage notre budget vers des choix dont nous sommes persuadés de la pertinence. L'un d'entre eux, qui a aussi une valeur symbolique, consiste à maintenir à l'identique le budget de la culture en investissement et en fonctionnement, car la culture ne peut pas être considérée comme une variable d'ajustement dans un tableau comptable. La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Il nous paraît également important de donner un signal fort au monde associatif en Midi-Pyrénées ; nous proposons d'augmenter le dispositif de Groupements Employeurs Associatifs prévu au budget 2015, ce dispositif qui pourrait être facilement financé par l'augmentation des cartes grises de 1 euro / cheval sans faire appel à l'emprunt.

En résumé, je dirais que la Région Midi-Pyrénées a les moyens de continuer à investir, à parier sur l'avenir. Si notre budget est contraint, et nous en sommes conscients, nos idées, elles, ne doivent pas l'être.

Je vous remercie.

(...)

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, à travers toutes nos interventions : nous voterons ce budget que nous avons une fois encore contribué à améliorer, encore trop à la marge, mais nous le voterons sans la « fierté et l'enthousiasme », termes qui concluent le Rapport de présentation du Budget Primitif 2015.